



PRÉFECTURE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Pb

DIRECTION DES RELATIONS AVEC
LES COLLECTIVITES LOCALES
BUREAU ENVIRONNEMENT

◆
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE
L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

COMMUNE DE SAINT-ESTEVE
SCHEMA D'AMENAGEMENT POUR L'EVACUATION DES
EAUX PLUVIALES

Dossier suivi par : Nicole SIRE
☎ 04.68.51.95.72

ARRÊTÉ 292/2001
PORTANT AUTORISATION AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU

Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu les articles 641, 642, et 644 du Code Civil ;

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le décret n° 62.14.448 du 24/11/1962 relatif à l'exercice de la police des eaux ;

Vu le décret n° 65 224 du 26/03/1965 relatif à l'exercice de la police des eaux ;

Vu la loi n° 84.512 du 29/06/1984 relative à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles ;

Vu les décrets n° 93.742 et 93.743 du 29/03/1993 relatifs aux procédures d'autorisation et de déclaration ;

Vu le décret n° 99-736 du 27 août 1999 modifiant le décret n° 93-743 du 29/03/1993 ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Rhône-Méditerranée-Corse approuvé le 20 décembre 1996 ;

Vu le dossier de janvier 1998 déposé le 20 mars 1998 par M. Yves ROUSSELOT Maire de SAINT-ESTEVE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1558 du 25 mai 1998 prescrivant l'ouverture de l'enquête préalable à l'autorisation requise au titre de la loi sur l'eau,

Vu l'arrêté du 28 mars 1997 déclarant d'utilité publique les travaux de lutte contre les inondations rogrammés par le Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Plaine entre l'Agly et la Têt ;

l'avis favorable sous réserve du Commissaire enquêteur établi à la suite de l'enquête publique qui déroulée du 10 juin au 07 juillet 1998 ;

des services techniques de l'Etat et de la MISE ;

Vu l'avis exprimé par M. le Président de la Chambre d'Agriculture dans sa lettre du 07 décembre 1998 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, en sa séance du 11 décembre 1998 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 4278/98 du 23 décembre 1998 prononçant une décision de sursis à statuer ;

Vu la convention du 11 juillet 2000 entre la Commune de St-Estève et l'ASA du canal de Vernet et Pia relative aux conditions de collecte et d'évacuation des eaux pluviales provenant du territoire communal de la ville de St-Estève dans le canal de Vernet et Pia.

Vu le rapport de la DDAF en date du 23 novembre 2000

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 8 décembre 2000

**sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général
de la préfecture des Pyrénées-Orientales**

ARRETE

ARTICLE 1- OBJET DE L'AUTORISATION :

Monsieur Yves ROUSSELOT Maire de la Commune de Saint-Estève désigné ci-dessous par le Pétitionnaire, est autorisé à réaliser les divers travaux prévus au dossier déposé en préfecture le 20 mars 1998 en vue de l'évacuation des eaux pluviales de la Commune.

Le projet est soumis à autorisation en application de l'article L 214 - 1 du Code de l'Environnement, au titre des rubriques suivantes :

5.3.0.	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles ou dans un bassin d'infiltration, la superficie totale desservie étant supérieure à 20 ha	Autorisation
6.4.0	Création d'une zone imperméabilisée, supérieure à 5 ha d'un seul tenant, à l'exception des voies publiques affectées à la circulation	Autorisation

ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DE L'AMÉNAGEMENT :

Le schéma d'aménagement pour l'évacuation des eaux pluviales, établi dans le cadre de la révision du plan d'occupation des sols, complète et précise les dispositions prévues par le plan de lutte contre les inondations établi par le Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Plaine entre l'Agly et la Têt, déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 28 mars 1997. Il a été élaboré pour offrir des solutions d'évacuation du réseau primaire pour une protection trentennale en état futur d'urbanisation correspondant à une protection centennale en l'état actuel.

La mise en place du schéma induit les travaux complémentaires suivants :

- amélioration de l'interception intra muros Nord,
- reprise du tronçon « TV4 »,
- renforcement de l'alimentation haute du bassin de rétention « Vernet et Pia »

2-1 – Amélioration de l'interception intra muros Nord :

Le tronçon reliant le réseau enterré intra muros au ruisseau de la Courragade sera remplacé par un ouvrage de type Ø 2000 de capacité 10 m³/s.

2-2 – Reprise du tronçon « TV4 ».

Ce tronçon à ciel ouvert longeant l'avenue Guynemer sera en continuité avec l'alimentation haute du bassin du Vernet et Pia. Il sera calé en aval à une capacité de 8,8 m³/s.

2-3 – Renforcement de l'alimentation haute du bassin de Vernet et Pia.

L'alimentation haute sera dimensionnée pour laisser transiter un débit de 14 m³/s, augmentant ainsi de 8 m³/s l'autorisation donnée au syndicat Têt – Agly de réaliser un fossé calibré à 6 m³/s.

Ces 14 m³/s se décomposeront en deux tronçons à ciel ouvert :

- l'un de 9 m³/s dans le prolongement de l'avenue Guynemer en partie nord du Mas Romeu ;
- l'autre de 5 m³/s en limite sud du Mas Romeu.

ARTICLE 3 – ECHEANCIER DES TRAVAUX :

Les travaux ci-dessus s'intègrent dans l'ensemble des travaux prévus par le plan de lutte contre les inondations susvisé, dont le déroulement se fera dans l'ordre suivant ;

- 1 - réalisation du bassin de rétention Vernet et Pia (Syndicat Têt Agly)
- 2 – réalisation de la décharge du canal de Vernet et Pia vers la Têt (Syndicat Têt Agly)
- 3 – renforcement de l'alimentation haute du bassin de rétention Vernet et Pia (Syndicat Têt Agly et commune de Saint Estève)
- 4 – mise en place du tronçon « TV4 » (Commune de St-Estève)
- 5 – réalisation du bassin de rétention « excavation » (Syndicat Têt Agly)
- 6 – amélioration de l'interception intra muros Nord par la pose d'un Ø 2000 (Commune de St-Estève)
- 7 – réalisation du bassin de rétention « Courragade » (Syndicat Têt Agly).

ARTICLE 4 – MESURES D'ACCOMPAGNEMENT :

4-1 – Mesures à intégrer dans le zonage du P.O.S.

Le nouveau zonage du plan d'occupation du sol devra comprendre les réservations d'emprises nécessaires à l'implantation des ouvrages hydrauliques.

4-2 – Mesures à intégrer dans le nouveau règlement du P.O.S.

Les dispositions suivantes sont à intégrer dans le nouveau règlement du P.O.S aux rubriques correspondantes (prise en compte du risque d'inondations, assainissement pluvial) pour chacune des zones d'urbanisation future (NA).

Zone 1 NA : La moitié nord de cette zone ne devra pas être urbanisée avant la réalisation du bassin de rétention Vernet et Pia, et de son alimentation haute, afin de ne pas aggraver la situation en aval. Pour protéger cette zone des débordements provenant de l'amont la reprise du tronçon « TV4 » sera réalisée.

Zone 2 NA : La partie ouest de cette zone ne pourra être urbanisée avant le recalibrage du ruisseau de la Boule, qui doit conduire au déclassement du risque d'inondation de « fort » à « faible ».

En ce qui concerne les inondations résiduelles pour les crues de fréquence rare, des dispositions complémentaires portant sur les modalités constructives des bâtiments devront être précisées dans le règlement de cette zone.

La partie Sud-est de cette zone ne pourra être urbanisée avant la réalisation de la décharge vers la Têt et du bassin de rétention du Vernet et Pia, afin de ne pas aggraver la situation en aval.

Zone 3 NA : Des ouvrages de rétention provisoires devront être réalisés en attendant l'amélioration de l'interception nord et l'aménagement du système Courragade.

Zone 4 NA : Cette zone ne pourra être urbanisée avant l'aménagement du « système Courragade ».

Zone 5 NA : Cette zone pourra être aménagée en tenant compte des emprises réservées aux ouvrages hydrauliques et après vérification de la situation aval.

ARTICLE 5 – DEROULEMENT DES TRAVAUX :

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin et conformément aux règles de l'art.

ARTICLE 6 – ENTRETIEN DES OUVRAGES :

La surveillance et l'entretien des ouvrages relèvent de la responsabilité de la commune de SAINT-ESTEVE

ARTICLE 7 – SECURITE PUBLIQUE :

Le Préfet pourra, sur proposition du service chargé de la Police de l'Eau et des Milieux Aquatiques, le pétitionnaire entendu, prescrire à ce dernier de procéder à ses frais aux constatations et études ou travaux nécessaires à la vérification de l'état des ouvrages et à la prévention des dommages dans l'intérêt de la sécurité publique.

ARTICLE 8 – DUREE DE L'AUTORISATION :

Les travaux devront être achevés dans un délai de 5 ans à dater de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 9 - RESPECT DES RÉGLEMENTATIONS :

Le pétitionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir sur la police, le mode de distribution et le partage des eaux.

La présente autorisation est donnée au titre des réglementations en vigueur concernant la police des eaux. Elle ne dispense pas le pétitionnaire d'obtenir toute autorisation ou de faire toute déclaration qui pourrait être nécessaire en vertu d'autres législations ou réglementations, notamment dans le domaine de l'Environnement, de l'agriculture, de la santé ou de l'urbanisme.

ARTICLE 10 - RÉSERVE ET DROITS DES TIERS :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 11 - CONTRÔLE DES INSTALLATIONS :

Les fonctionnaires commissionnés au titre de la police des eaux, auront en permanence libre accès pour le contrôle des conditions imposées par cet arrêté.

ARTICLE 12- CARACTÈRE DE L'AUTORISATION:

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable, notamment, le pétitionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité, ni dédommagement quelconque si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît la nécessité de prendre dans l'intérêt de la salubrité publique ou de la police des eaux, des mesures qui le privent temporairement ou définitivement de tout ou partie des avantages résultant de la présente autorisation, tout droits antérieurs réservés.

ARTICLE 13 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (APPLICATION DE L'ARTICLE L.214-10 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT) :

Le destinataire d'une décision administrative qui désire la contester peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision attaquée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministère de l'Environnement.

Le présent acte peut être déféré à la juridiction administrative par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

ARTICLE 14 - EXÉCUTION DE L'ARRÊTÉ :

Monsieur le Secrétaire général des Pyrénées-Orientales,
Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Monsieur le Maire de SAINT-ESTEVE,
Monsieur le Directeur de l'ASA du Canal de Vernet et Pia
sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Pyrénées-Orientales.

Fait à Perpignan, le 19 janvier 2001

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général
Signé : Bernard ANDRIEU

Pour ampliation
Pour le Préfet et par délégation
L'Attaché Chef de Bureau


Anne-Marie AUGUSTY



PRÉFECTURE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Direction des Relations
avec les Collectivités
Locales

Bureau de l'Environnement

Dossier suivi par :
Catherine BONNÉIL

Tél : 04.68.51.68.68
Fax : 04.68.35.56.84

Mél : catherine.bonneil
@pyrenees-
orientales.pref.gouv.fr

Perpignan, le **22 NOV 2005****ARRÊTE N° 4446/2005**

**Prorogeant l'arrêté 292/2001 autorisant le
schéma pour l'évacuation des eaux pluviales
de la commune de Saint Estève**

LE PRÉFET DES PYRÉNÉES ORIENTALES
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment les articles R 11-1 à R 11-14 ;

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L 210-1 à L 218-80 (eaux et milieux aquatiques) ;

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration;

Vu le décret 93-743 du 29 mars 1993 et la nomenclature annexée audit décret ;

Vu l'arrêté préfectoral 292/2001 du 19 janvier 2001 portant autorisation au titre de la loi sur l'Eau des travaux pour le schéma d'évacuation des eaux pluviales de la commune de Saint Estève ;

Vu la demande présentée le 12 octobre 2005 par Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Perpignan Méditerranée (à laquelle la commune de Saint Estève a transféré sa compétence « eau ») pour le renouvellement de l'autorisation sus visée ;

Vu l'avis émis par les services compétents;

Adresse Postale : 24 quai Sadi-Carnot - 66061 PERPIGNAN CEDEX

Téléphone : Standard 04.68.51.66.66
D.R.C.L. 04.68.51.68.09

Renseignements : INTERNET : www.pyrenees-orientales.pref.gouv.fr
SERVEUR VOCAL 04.68.51.66.67

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Pyrénées Orientales ;

ARRÊTE

Article 1

L'autorisation délivrée au titre de la loi sur l'eau à Monsieur le Maire de Saint Estève par arrêté 292/2001 du 19 janvier 2001 pour le schéma d'aménagement pluvial de la commune est prolongée pour une durée de cinq ans à compter du 20 janvier 2006.

Article 2

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture, Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Perpignan Méditerranée, Monsieur le Maire de Saint Estève sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Pyrénées Orientales.

LE PREFET

Pour le Préfet
La Secrétaire Générale

Anne-Gaëlle BAUDOUIN